



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 56.678/4
du 22 octobre 2014

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant
l'arrêté royal du 21 avril 2007
concernant la réduction de la
teneur en soufre de certains
combustibles marins utilisés par
des bateaux de navigation
intérieure et modifiant l'arrêté
royal du 27 avril 2007 concernant
la prévention de la pollution de
l'atmosphère par les navires et la
réduction de la teneur en soufre de
certains combustibles marins'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 56.678/4
van 22 oktober 2014

over

een ontwerp van koninklijk besluit
'tot wijziging van het koninklijk
besluit van 21 april 2007
betreffende de vermindering van
het zwavelgehalte van sommige
scheepsbrandstoffen die worden
gebruikt door binnenschepen en tot
wijziging van het koninklijk besluit
van 27 april 2007 betreffende de
voorkoming van
luchtverontreiniging door schepen
en de vermindering van het
zwavelgehalte van sommige
scheepsbrandstoffen'

Le 25 septembre 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 avril 2007 concernant la réduction de la teneur en soufre de certains combustibles marins utilisés par des bateaux de navigation intérieure et modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2007 concernant la prévention de la pollution de l'atmosphère par les navires et la réduction de la teneur en soufre de certains combustibles marins'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 22 octobre 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 octobre 2014.

*

Op 25 september 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 2007 betreffende de vermindering van het zwavelgehalte van sommige scheepsbrandstoffen die worden gebruikt door binnenschepen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende de voorkoming van luchtverontreiniging door schepen en de vermindering van het zwavelgehalte van sommige scheepsbrandstoffen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 22 oktober 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 oktober 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements de région, conformément à l'article 6, § 4, 3°, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

L'accomplissement de cette formalité préalable est visé à l'alinéa 6 du préambule du projet. Aucun des documents figurant dans le dossier joint à la demande d'avis n'en confirme cependant la réalisation.

Il revient donc à l'auteur du projet de vérifier que l'accomplissement de cette formalité préalable a bien été mené jusqu'à son terme.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

FONDEMENT LÉGAL DU PROJET

Afin d'assurer la transposition de la directive 2012/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 'modifiant la directive 1999/32/CE en ce qui concerne la teneur en soufre des combustibles marins' (ci-après la directive 2012/33/CE), le projet examiné vise à modifier, de manière parallèle, les deux arrêtés royaux suivants :

- l'arrêté royal du 21 avril 2007 'concernant la réduction de la teneur en soufre de certains combustibles marins utilisés par des bateaux de navigation intérieure', d'une part, et

- l'arrêté royal du 27 avril 2007 'concernant la prévention de la pollution de l'atmosphère par les navires et la réduction de la teneur en soufre de certains combustibles marins', d'autre part.

La question de la détermination du fondement légal dont dispose l'auteur du projet pour modifier ces deux arrêtés doit être examinée de manière séparée, pour chacun d'entre eux.

Pour ce qui concerne les modifications apportées à l'arrêté royal du 27 avril 2007, les fondements légaux mis en œuvre, tels qu'ils sont visés aux alinéas 1^{er} à 3 du préambule du projet examiné, sont identiques à ceux visés au préambule de l'arrêté modifié et n'appellent pas d'observation.

Pour ce qui concerne les modifications apportées à l'arrêté royal du 21 avril 2007, il convient par contre de tenir compte de l'article 23 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État'. Celui-ci a notamment ajouté à l'énumération des compétences régionales en matière de travaux publics et de transport figurant à l'article 6, § 1^{er}, X, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', les points 10° et 11° suivants :

« 10° les règles de police de la navigation sur les voies navigables, à l'exclusion de la réglementation en matière de transport de matières animales qui présentent un danger pour la population, de transport de matières radioactives et de transport de matières explosives ;

11° les règles de prescriptions d'équipage de navigation intérieure et les règles en matière de sécurité des bateaux de navigation intérieure et des bateaux de navigation intérieure qui sont aussi utilisés pour effectuer des voyages non internationaux par mer ».

Il résulte de ce transfert de compétence que les dispositions du chapitre IV^{bis} – Prescriptions de sécurité pour les bateaux fluviaux et les bateaux de plaisance, la surveillance et le contrôle du respect des conventions internationales, de la loi et des règlements, de la loi du 5 juin 1972 'sur la sécurité des bâtiments de navigation' ¹ ne relèvent plus, pour une large part, de la compétence de l'Autorité fédérale.

Le projet examiné, en ce qu'il vise à modifier l'arrêté royal du 21 avril 2007, ne peut, par conséquent, plus trouver de fondement légal dans l'article 17^{ter} de la loi du 5 juin 1972. Le visa de ce dernier sera, dès lors, omis de l'alinéa 2 du préambule.

L'Autorité fédérale reste toutefois compétente pour arrêter la teneur maximale en soufre des carburants marins, en vertu de l'article 6, § 1^{er}, II, alinéa 2, 1°, et § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'. Et le projet examiné, en ce qu'il vise à modifier l'arrêté royal du 21 avril 2007, peut trouver un fondement légal dans l'article 1^{er} de la loi du 18 février 1969 'relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable', visé à l'alinéa 1^{er} de son préambule.

TABLEAUX DE TRANSPOSITION

Le considérant 33 de la directive 2012/33/UE, énonce :

« Conformément à la déclaration politique commune des États membres et de la Commission du 28 septembre 2011 sur les documents explicatifs ², les États membres se sont engagés à joindre à la notification de leurs mesures de transposition, dans les cas où cela se justifie, un ou plusieurs documents expliquant le lien entre les éléments d'une directive et les parties correspondantes des instruments nationaux de transposition. En ce qui concerne la présente directive, le législateur estime que la transmission de ces documents est justifiée ».

¹ Inséré par la loi du 22 janvier 2007 et comprenant les articles 17^{bis} à 17^{decies}.

² Note de bas de page de la directive citée : JO C 369 du 17.12.2011, p. 14.

De tels documents explicatifs n'étaient cependant pas joints à la demande d'avis. Dans ces circonstances, et eu égard au caractère technique des dispositions en cause, la section de législation n'a pas été en mesure de s'assurer du caractère complet de la transposition opérée par le projet examiné³.

C'est sous cette réserve que les observations particulières suivantes sont formulées.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Alinéa 1^{er}

À l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas lieu de citer les lois des 21 juin 1985 et 28 juillet 1987, celles-ci n'ayant pas modifié l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 18 février 1969.

Alinéa 7

Le second avis de l'Inspecteur général des Finances porte la date du 25 avril 2014. L'alinéa 7 doit être corrigé sur ce point.

Alinéa nouveau

Conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', l'existence de l'analyse d'impact effectuée doit être visée dans le préambule du projet. Un alinéa nouveau y sera consacré⁴.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Dans le texte français de l'article 1^{er} du projet, le premier « b) » doit être remplacé par un « a) ».

La même observation vaut pour l'article 4.

³ Sur le caractère indispensable de communiquer les tableaux de transposition voir le Rapport annuel 2005-2006, www.raadvst-consetat.be, onglet « L'institution », chapitre III, n^{os} 15, 16 et 17, pp. 10 et 11 et le Rapport annuel 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, onglet « L'institution », p. 47 et s.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 34 et formule F 3-4-1.

Article 4

La définition des « eaux intérieures » qu'entend donner l'article 1^{er}, 11°, en projet doit être omise. En effet, la loi du 5 juin 1972 'sur la sécurité des bâtiments de navigation' définit déjà dans son article 1^{er}, 7° et 8° les notions d'« eaux maritimes belges » et d'« eaux intérieures ».

Article 6

1. À l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, il y a lieu de préciser que les pourcentages sont exprimés « en masse ».

2. À l'article 3, § 2, en projet, la section de législation n'aperçoit pas la disposition qui assure la transposition de l'article 4*bis*, paragraphe 4, alinéa 2, de la directive 2012/33/CE qui impose aux États membres de veiller à l'application de l'exigence qui figure à l'alinéa 1^{er} du même paragraphe en ce qui concerne « les navires, quel que soit leur pavillon, qui se trouvent dans leurs ports ».

3. À l'article 3, § 3, à la suite de la modification en projet, la disposition se lirait comme suit « [l]es navires battant le pavillon belge ne peuvent pas utiliser des combustibles marins dont la teneur en soufre dépasse 1,00 % et à compter du 1^{er} janvier 2015 ne dépasse pas 0,10 % ».

Il convient d'écrire :

« Les navires battant le pavillon belge ne peuvent pas utiliser des combustibles marins dont la teneur en soufre dépasse 1,00 % en masse et, à compter du 1^{er} janvier 2015, dépasse 0,10 % en masse ».

4. Au 3° du projet, la section de législation n'aperçoit pas ce qui justifie de numérotter le nouveau paragraphe que cette disposition vise à ajouter dans l'article 3 de l'arrêté royal du 27 avril 2007, comme étant un paragraphe 3/1, plutôt qu'un paragraphe 4.

Article 7

Il convient de préciser que la modification prévue concerne l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 27 avril 2007.

Article 8

L'article 8 du projet vise à abroger l'alinéa 3 de l'article 5 de l'arrêté royal du 27 avril 2007.

La date d'entrée en vigueur de cette disposition doit faire l'objet d'une disposition spécifique et située en fin de projet, juste avant l'exécutoire (article 17 actuel du projet).

Article 9

L'article 9 du projet vise à insérer dans l'arrêté royal du 27 avril 2007 un article 5/1. Ce dernier vise à transposer l'article 4*quinquies* de la directive 1999/32/CE du Conseil du 26 avril 1999 'concernant une réduction de la teneur en soufre de certains combustibles liquides et modifiant la directive 93/12/CEE', inséré par la directive modificative 2012/33/UE. L'article 5/1, en projet, doit cependant être revu afin d'assurer une transposition plus complète et plus fidèle des deux paragraphes de l'article 4*quinquies*.

OBSERVATIONS FINALES

1. À l'article 4, dans la modification, il y a lieu d'écrire dans le texte français « a) les mots 'en transposition de la Directive 2005/33/CE [la suite comme au projet]' ».
2. À l'article 4, c) du projet (9° en projet), il y a lieu de remplacer les mots « présent arrêt » par les mots « présent arrêté ».
3. À l'article 10, 3°, du projet, la rédaction du texte français doit être corrigée.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' moeten de drie gewestregeringen bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp worden betrokken.

In het zesde lid van de aanhef van het ontwerp wordt verwezen naar het vervullen van dit voorafgaand vormvereiste. Uit geen enkel document dat zich bevindt in het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, blijkt echter dat dit vormvereiste vervuld is.

De steller van het ontwerp moet dus nagaan of dit voorafgaand vormvereiste volledig is vervuld.

ALGEMENE OPMERKINGEN

RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

Met het oog op de omzetting van richtlijn 2012/33/EU van het Europees Parlement en de Raad van 21 november 2012 'tot wijziging van richtlijn 1999/32/EG (...) wat het zwavelgehalte van scheepsbrandstoffen betreft' (hierna richtlijn 2012/33/EG genoemd), worden bij het voorliggende ontwerp de volgende twee koninklijke besluiten gelijktijdig gewijzigd :

- enerzijds het koninklijk besluit van 21 april 2007 'betreffende de vermindering van het zwavelgehalte van sommige scheepsbrandstoffen die worden gebruikt door binnenschepen' en

- anderzijds het koninklijk besluit van 27 april 2007 'betreffende de voorkoming van luchtverontreiniging door schepen en de vermindering van het zwavelgehalte van sommige scheepsbrandstoffen'.

Waaraan de steller van het ontwerp rechtsgrond ontleent om die twee besluiten te wijzigen moet voor elk besluit afzonderlijk bekeken worden.

Wat de wijzigingen van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreft, zijn de rechtsgronden waarop de steller steunt, die vermeld worden in het eerste tot het derde lid van de aanhef van het voorliggende ontwerp, gelijk aan de rechtsgronden vermeld in de aanhef van het besluit dat gewijzigd wordt en er dient geen enkele opmerking over gemaakt te worden.

Met betrekking tot de wijzigingen van het koninklijk besluit van 21 april 2007 daarentegen, dient rekening gehouden te worden met artikel 23 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 'met betrekking tot de Zesde Staatshervorming'. Dit artikel heeft meer bepaald aan de opsomming van de gewestelijke bevoegdheden wat openbare werken en vervoer betreft, die wordt gegeven in artikel 6, § 1, X, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' een 10° en een 11° toegevoegd die luiden als volgt :

“10° de regels van politie over het verkeer op waterwegen, met uitsluiting van de regelgeving inzake het vervoer van dierlijke stoffen die een gevaar vormen voor de bevolking, het vervoer van radioactieve stoffen en het vervoer van ontplofbare stoffen;

11° de regels met betrekking tot de bemanningsvoorschriften inzake de binnenvaart en de regels inzake de veiligheid van binnenschepen en binnenschepen die ook voor niet-internationale reizen op zee worden gebruikt”.

Ingevolge die bevoegdheidsoverdracht vallen de bepalingen van hoofdstuk IV^{bis} – Veiligheidsvoorwaarden voor binnenschepen en plezierboten, het toezicht en de controle op de naleving van de internationale verdragen, van de wet en van de reglementen van de wet van 5 juni 1972 'op de veiligheid van de vaartuigen'¹ grotendeels niet meer onder de bevoegdheid van de federale overheid.

Bijgevolg kan het voorliggende ontwerp, voor zover het strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 2007, geen rechtsgrond meer ontleen aan artikel 17^{ter} van de wet van 5 juni 1972. De verwijzing naar dit artikel in het tweede lid van de aanhef dient dus geschrapt te worden.

Op grond van artikel 6, § 1, II, tweede lid, 1°, en § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' blijft de federale overheid evenwel bevoegd om het maximumzwavelgehalte van scheepsbrandstoffen te bepalen. En voor zover het voorliggende ontwerp ertoe strekt het koninklijk besluit van 21 april 2007 te wijzigen, kan het rechtsgrond ontleen aan artikel 1 van de wet van 18 februari 1969 'betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg', vermeld in het eerste lid van de aanhef.

OMZETTINGSTABELLEN

Overweging 33 van richtlijn 2012/33/EU bepaalt :

“Overeenkomstig de gezamenlijke politieke verklaring van 28 september 2011 van de lidstaten en de Commissie over toelichtende stukken² hebben de lidstaten zich ertoe

¹ Ingevoegd bij de wet van 22 januari 2007 en bestaand uit de artikelen 17^{bis} tot 17^{decies}.

² Voetnoot bij de aangehaalde richtlijn: Pb.C. 17 december 2011, afl. 369, 14.

verbonden in gerechtvaardigde gevallen de kennisgeving van hun omzettingsmaatregelen vergezeld te doen gaan van één of meer stukken waarin het verband tussen de onderdelen van een richtlijn en de overeenkomstige delen van de nationale omzettingsinstrumenten wordt toegelicht. Met betrekking tot deze richtlijn acht de wetgever de toezending van dergelijke stukken gerechtvaardigd.”

Dergelijke toelichtende stukken waren evenwel niet bij de adviesaanvraag gevoegd. In die omstandigheden en gelet op de technische aard van de betreffende bepalingen heeft de afdeling Wetgeving er zich niet van kunnen vergewissen of de richtlijn volledig is omgezet bij het voorliggende ontwerp.³

Onder dat voorbehoud worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Eerste lid

In het eerste lid moeten de wetten van 21 juni 1985 en van 28 juli 1987 niet vermeld worden, vermits het eerste lid van artikel 1 van de wet van 18 februari 1969 niet gewijzigd is bij die wetten.

Zevende lid

Het tweede advies van de inspecteur van Financiën dateert van 25 april 2014. Het zevende lid dient op dit punt gecorrigeerd te worden.

Nieuw lid

Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’, dient in de aanhef van het ontwerp melding te worden gemaakt van de uitgevoerde impactanalyse. Hiertoe moet een nieuw lid toegevoegd worden.⁴

³ Omtrent de noodzaak om over zulke tabellen te kunnen beschikken, zie het jaarverslag 2005-2006, www.raadvst-consetat.be, tab “De instelling”, hoofdstuk III, nrs. 15, 16 en 17, blz. 10 en 11 en het jaarverslag 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, tab “De instelling”, blz. 47 en volgende.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 34 en formule F 3-4-1.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de Franse tekst van artikel 1 van het ontwerp dient de eerste “b)” vervangen te worden door een “a)”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4.

Artikel 4

De definitie van “binnenwateren” die gegeven wordt is het ontworpen artikel 1, 11°, moet weggelaten worden. In artikel 1 van de wet van 5 juni 1972 ‘op de veiligheid van de vaartuigen’ wordt in de bepaling onder 7° immers al een definitie gegeven van het begrip “Belgische zeewateren” en in de bepaling onder 8° van het begrip “binnenwateren”.

Artikel 6

1. In het ontworpen artikel 3, § 1, eerste lid, dient nader aangegeven te worden dat de waarden uitgedrukt zijn “in massaprocent”.

2. In het ontworpen artikel 3, § 2, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk welke bepaling voorziet in de omzetting van artikel 4*bis*, lid 4, tweede alinea, van richtlijn 2012/33/EG, waarbij de lidstaten verplicht worden het voorschrift te handhaven vermeld in het eerste lid van die paragraaf 2 met betrekking tot de “schepen van alle vlaggen in hun havens”.

3. Als gevolg van de ontworpen wijziging zou men de bepaling in artikel 3, § 3, als volgt dienen te lezen : “Schepen die de Belgische vlag voeren, mogen geen scheepsbrandstoffen gebruiken indien het zwavelgehalte van die brandstoffen meer is dan 1,00 % en met ingang van 1 januari 2015 niet meer dan 0,10 %”.

Men schrijve :

“Schepen die de Belgische vlag voeren, mogen geen scheepsbrandstoffen gebruiken waarvan het zwavelgehalte meer bedraagt dan 1,00 massaprocent en, met ingang van 1 januari 2015, geen scheepsbrandstoffen waarvan het zwavelgehalte meer bedraagt dan 0,10 massaprocent.”

4. De afdeling Wetgeving begrijpt niet waarom de nieuwe paragraaf die bij de bepaling onder 3° toegevoegd wordt aan artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 april 2007, genummerd wordt als paragraaf 3/1 en niet als paragraaf 4.

Artikel 7

Er dient nader aangegeven te worden dat de voorgenomen wijziging slaat op artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 27 april 2007.

Artikel 8

Artikel 8 van het ontwerp strekt tot opheffing van het derde lid van artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 april 2007.

De datum van inwerkingtreding van die bepaling moet vastgelegd worden is een specifieke bepaling aan het einde van het ontwerp, net voor de uitvoeringsbepaling (huidig artikel 17 van het ontwerp).

Artikel 9

Artikel 9 van het ontwerp strekt ertoe een artikel 5/1 in te voegen in het koninklijk besluit van 27 april 2007. Dit artikel 5/1 strekt tot omzetting van artikel 4*quinquies* van richtlijn 1999/32/EG van de Raad van 26 april 1999 ‘betreffende een vermindering van het zwavelgehalte van bepaalde vloeibare brandstoffen en tot wijziging van richtlijn 93/12/EEG’, ingevoegd bij de wijzigingsrichtlijn 2012/33/EU. Het ontworpen artikel 5/1 dient evenwel herzien te worden met het oog op een meer volledige en meer getrouwe omzetting van de twee leden van artikel 4*quinquies*.

SLOTOPMERKINGEN

1. In de Franse tekst van artikel 4 schrijve men aan het begin van de voorgestelde wijziging “a) les mots ‘en transposition de la Directive 2005/33/EG [voorts zoals in het ontwerp]’”.
2. In de Nederlandse tekst van artikel 4, c), van het ontwerp (het ontworpen 9°), schrijve men “de vereisten gesteld in dit besluit” in plaats van “de gestelde vereisten in dit besluit”.

3. In artikel 10, 3°, van het ontwerp moet de redactie van de Franse tekst gecorrigeerd worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY